

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'École nationale de police du Québec (l'École) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans les autres sections de ce rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction de l'École reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité administratif, dont certains membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'École, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité administratif pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Yves Guay
Directeur général



Nathalie Bournival, CPA, CA

Nathalie Bournival, CPA, CA
Directrice des services administratifs et technologiques

Nicolet, le 26 octobre 2017



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'École nationale de police du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2017, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'École nationale de police du Québec au 30 juin 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

Jean-Pierre Fiset CPA auditeur, CA

Jean-Pierre Fiset, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint

Montréal, le 26 octobre 2017

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
De l'exercice clos le 30 juin 2017

	2017 Budget	2017 Réel	2016 Réel
REVENUS			
Contributions des corps de police (note 3)	14 093 213 \$	14 052 626 \$	13 932 437 \$
Formation (note 4)	9 864 692	10 320 489	8 419 869
Hébergement (note 4)	4 609 699	4 531 008	3 820 219
Subvention du gouvernement du Québec – loyer	5 395 300	5 395 300	5 770 300
Ventes de services	951 260	1 867 570	1 432 313
Intérêts	41 400	64 588	46 314
Autres	583 853	506 277	447 817
	35 539 417	36 737 858	33 869 269
CHARGES			
Traitements et avantages sociaux (note 5)	20 664 568	20 828 493	19 876 291
Loyer – Société québécoise des infrastructures	9 051 153	8 633 058	8 357 453
Matériel pédagogique, fournitures et autres (note 6)	2 058 057	2 074 622	1 842 755
Services professionnels	1 663 494	1 905 317	1 598 452
Transport et communication	596 503	528 450	510 861
Entretien et réparations	281 193	303 198	273 793
Location de matériel et autres	294 449	168 530	116 343
Amortissement des immobilisations corporelles	930 000	875 516	1 036 085
	35 539 417	35 317 184	33 612 033
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	-	1 420 674	257 236
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 826 952	2 826 952	2 569 716
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	2 826 952 \$	4 247 626 \$	2 826 952 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Rapport
annuel
de gestion

École nationale de police

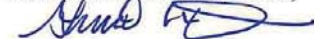
2016-2017

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
Au 30 juin 2017

	2017	2016
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	2 443 681 \$	288 149 \$
Créances	4 364 258	3 861 146
Subvention du gouvernement du Québec à recevoir – loyer	5 395 300	5 395 300
Contributions des corps de police à recevoir		
Premier versement	9 592 556	9 528 356
Deuxième versement	4 548 658	4 494 741
	26 344 453	23 567 692
PASSIFS		
Emprunts à court terme (note 7)	2 150 000	1 700 000
Charges à payer et frais courus		
Traitements et avantages sociaux	3 035 228	2 783 839
Autres charges à payer	1 335 436	1 209 179
Revenus reportés		
Contributions des corps de police	10 605 911	10 517 322
Subvention du gouvernement du Québec – loyer	4 046 475	4 046 475
Autres	982 525	844 455
Provision pour vacances	1 487 746	1 482 223
Provision pour congés de maladie (note 8)	1 857 231	1 920 323
	25 500 552	24 503 816
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	843 901	(936 124)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 9)	2 023 367	2 349 670
Stocks	331 395	271 581
Loyer payé d'avance	857 143	947 368
Charges payées d'avance	191 820	194 457
	3 403 725	3 763 076
EXCÉDENT CUMULÉ (note 10)	4 247 626 \$	2 826 952 \$
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 12)		
ÉVENTUALITÉS (note 15)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,


Ginette Fortin, FCPA, FCGA
Présidente du conseil d'administration

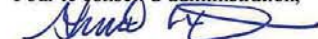

Yves Guay
Directeur général

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
Au 30 juin 2017

	2017	2016
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	2 443 681 \$	288 149 \$
Créances	4 364 258	3 861 146
Subvention du gouvernement du Québec à recevoir – loyer	5 395 300	5 395 300
Contributions des corps de police à recevoir		
Premier versement	9 592 556	9 528 356
Deuxième versement	4 548 658	4 494 741
	26 344 453	23 567 692
PASSIFS		
Emprunts à court terme (note 7)	2 150 000	1 700 000
Charges à payer et frais courus		
Traitements et avantages sociaux	3 035 228	2 783 839
Autres charges à payer	1 335 436	1 209 179
Revenus reportés		
Contributions des corps de police	10 605 911	10 517 322
Subvention du gouvernement du Québec – loyer	4 046 475	4 046 475
Autres	982 525	844 455
Provision pour vacances	1 487 746	1 482 223
Provision pour congés de maladie (note 8)	1 857 231	1 920 323
	25 500 552	24 503 816
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	843 901	(936 124)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 9)	2 023 367	2 349 670
Stocks	331 395	271 581
Loyer payé d'avance	857 143	947 368
Charges payées d'avance	191 820	194 457
	3 403 725	3 763 076
EXCÉDENT CUMULÉ (note 10)	4 247 626 \$	2 826 952 \$
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 12)		
ÉVENTUALITÉS (note 15)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Ginette Fortin, FCPA, FCCA
Présidente du conseil d'administration



Yves Guay
Directeur général

Rapport
annuel
de gestion

École nationale de police

2016-2017

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS
De l'exercice clos le 30 juin 2017

	2017 Budget	2017 Réal	2016 Réal
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	- \$	1 420 674 \$	257 236 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(658 900)	(549 213)	(816 520)
Amortissement des immobilisations corporelles	930 000	875 516	1 036 085
Perte à la cession d'immobilisations corporelles		-	29 722
	271 100	326 303	249 287
Acquisition de stocks		(272 072)	(215 783)
Augmentation de charges payées d'avance		(176 967)	(194 114)
Consommation des stocks		212 258	318 234
Utilisation d'un loyer payé d'avance		90 225	52 632
Utilisation de charges payées d'avance		179 604	100 592
		33 048	61 561
DIMINUTION DE LA DETTE NETTE	271 100	1 780 025	568 084
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(936 124)	(936 124)	(1 504 208)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) À LA FIN DE L'EXERCICE	(665 024) \$	843 901 \$	(936 124) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
De l'exercice clos le 30 juin 2017

	2017	2016
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent de l'exercice	1 420 674 \$	257 236 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	875 516	1 036 085
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	-	29 722
Loyer payé d'avance	90 225	52 632
Charges payées d'avance	2 637	(93 522)
	968 378	1 024 917
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Créances	(503 112)	(1 395 627)
Subvention du gouvernement du Québec à recevoir – loyer	-	500 000
Contributions des corps de police à recevoir	(118 117)	(119 602)
Charges à payer et frais courus	416 321	1 080 673
Revenus reportés	226 659	(373 491)
Provision pour vacances	5 523	(280)
Provision pour congés de maladie	(63 092)	28 118
Stocks	(59 814)	102 451
	(95 632)	(177 758)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	2 293 420	1 104 395
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles et		
flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(587 888)	(923 945)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Nouvel emprunt	2 150 000	1 700 000
Emprunt remboursé	(1 700 000)	(1 700 000)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	450 000	-
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE	2 155 532	180 450
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	288 149	107 699
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	2 443 681 \$	288 149 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 30 juin 2017

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'École nationale de police du Québec (l'École), corporation mandataire du gouvernement constituée par la *Loi sur la police* (RLRQ, chapitre P-13.1), a pour mission, en tant que lieu privilégié de réflexion et d'intégration des activités relatives à la formation policière, d'assurer la pertinence, la qualité et la cohérence de cette dernière.

À ce titre, l'École a l'exclusivité de la formation initiale du personnel policier permettant d'accéder aux pratiques de patrouille-gendarmerie, d'enquête et de gestion policière, exception faite de la formation acquise dans le cadre d'un programme conduisant à un diplôme d'études collégiales en techniques policières.

L'École offre également des activités de perfectionnement professionnel et effectue de la recherche orientée vers la formation. Elle offre en outre des activités de perfectionnement de service destinées à répondre aux besoins des différents corps de police.

Dans le cadre de l'élaboration de ses programmes de formation initiale, l'École consulte, s'il y a lieu, des établissements d'enseignement universitaire relativement à la reconnaissance de ces programmes comme étant de niveau universitaire.

En vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3) et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C., 1985, Se suppl.), l'École n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

Aux fins de la préparation des états financiers, l'École utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toutes autres sources de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimation

La préparation des états financiers de l'École, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Des estimations et hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, tels que la durée de vie utile des immobilisations et l'évaluation des provisions pour vacances et pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ni libellé en devises.

Instruments financiers

La trésorerie, les créances (à l'exception des taxes à la consommation), la subvention du gouvernement du Québec à recevoir – loyer et les contributions des corps de police à recevoir sont classées dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
Au 30 juin 2017

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers (suite)

Les emprunts à court terme, les charges à payer et frais courus (à l'exception des avantages sociaux à payer et des taxes à la consommation) ainsi que la provision pour vacances sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

Revenus

Les contributions des corps de police sont constatées à titre de revenus de l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Les revenus de subvention du gouvernement du Québec sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où elles sont autorisées, que l'École a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont présentées en revenus reportés lorsque les modalités imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Elles sont comptabilisées en revenus à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Les revenus provenant de la formation, de l'hébergement, des ventes de services, des intérêts et les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Charges

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'École ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Actifs financiers

Trésorerie

La trésorerie se compose du solde bancaire.

Passif

Revenus reportés

Le revenu reporté relatif aux contributions des corps de police représente la portion des contributions pour les services qui seront rendus lors de l'exercice subséquent, puisque les contributions annuelles sont exigibles au 30 juin et couvrent la période du 1^{er} avril au 31 mars. Le revenu reporté relatif à la subvention du gouvernement du Québec – loyer représente le montant reçu de ce dernier afin de financer la charge de loyer de l'École pour l'exercice subséquent. Les autres revenus reportés sont principalement constitués des revenus de formation et d'hébergement perçus d'avance au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie.

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront majoritairement prises dans l'exercice suivant.

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
Au 30 juin 2017

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle.

Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Mobilier, équipements et matériel pédagogique	3 à 10 ans
Matériel roulant	5 ans
Améliorations locatives	5 à 10 ans
Équipements informatiques	3 ans
Progiciels et logiciels	3 et 5 ans
Infrastructure informatique et réseau de télécommunication	5 à 10 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'École de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans les résultats. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est permise.

Stocks

Les stocks de fournitures de bureau, de produits alimentaires, de munitions et de vêtements sont évalués au moindre du coût historique et du coût de remplacement. Les coûts sont établis selon la méthode de l'épuisement successif.

Loyer et charges payés d'avance

Le loyer et les charges payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin d'exercice pour des services dont l'École bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Ces montants sont imputés aux charges au moment où l'École bénéficiera des services acquis.

Le loyer payé d'avance correspond au déboursé effectué au cours de l'exercice 2015 pour la construction d'un nouveau pavillon de formation, conformément à la décision du Conseil du trésor 211946 du 6 novembre 2012. Le montant est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée restante du bail, lors de la mise en service du pavillon, soit 133 mois.

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
Au 30 juin 2017

3. CONTRIBUTIONS DES CORPS DE POLICE

L'article 43 de la *Loi sur la police* (RLRQ, chapitre P-13.1) prévoit que l'École reçoit annuellement un financement équivalent à un pourcentage maximal de 1 % de la masse salariale des corps de police de la province de Québec, à l'exception des corps de police autochtone, selon des modalités déterminées par le gouvernement. Selon les modalités et les déclarations des masses salariales des corps de police, les totaux des contributions ont été calculés comme suit :

	2017	2016
Contributions de l'année civile 2015 pour 3 mois	3 535 303 \$	- \$
Contributions de l'année civile 2014 pour 9 mois	10 517 323	-
Contributions de l'année civile 2014 pour 3 mois	-	3 505 774
Contributions de l'année civile 2013 pour 9 mois	-	10 426 663
	14 052 626 \$	13 932 437 \$

4. FORMATION ET HÉBERGEMENT

	Formation		Hébergement	
	2017	2016	2017	2016
Formation aux aspirants policiers	3 219 475 \$	3 278 415 \$	1 818 124 \$	1 861 299 \$
Formation aux policiers	3 341 323	3 069 968	736 236	689 708
Formation sur mesure	3 275 614	1 528 829	1 141 417	384 970
Formation aux autochtones	386 774	442 837	52 310	128 332
Centre d'évaluation des compétences et aptitudes professionnelles	97 303	99 820	72 216	43 531
Services aux collectivités, cafétéria	-	-	710 705	712 379
	10 320 489 \$	8 419 869 \$	4 531 008 \$	3 820 219 \$

5. TRAITEMENTS ET AVANTAGES SOCIAUX

	2017	2016
Employés de l'École	18 518 115 \$	17 586 058 \$
Policiers municipaux	1 263 795	1 230 765
Policiers – Sûreté du Québec	595 890	597 328
Formateurs et conférenciers	450 693	462 140
	20 828 493 \$	19 876 291 \$

6. MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE, FOURNITURES ET AUTRES

	2017	2016
Matériel pédagogique	1 217 666 \$	1 028 829 \$
Produits alimentaires et fournitures d'hébergement	729 642	690 944
Fournitures de bureau	127 314	122 982
	2 074 622 \$	1 842 755 \$

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 30 juin 2017

7. EMPRUNTS À COURT TERME

L'École était autorisée jusqu'au 30 juin 2017, à contracter auprès d'institutions financières ou auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec, des emprunts à court terme ou à utiliser une marge de crédit jusqu'à concurrence d'un montant total de 5 000 000 \$. Cette entente a été reconduite jusqu'au 30 juin 2020 selon les mêmes modalités.

Au 30 juin 2017, la marge de crédit auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec s'élevait à 2 150 000 \$ (2016 : 1 700 000 \$). Elle porte intérêt au taux d'intérêt quotidien équivalent au taux des acceptations bancaires à un mois majoré de 0,3 %, lequel taux d'intérêt était de 1,28 % au 30 juin 2017 (2016 : 1,18 %).

De plus, l'École détient une marge de crédit de 300 000 \$ auprès d'une institution financière dont l'entente prendra fin en mars 2022, portant intérêt au taux préférentiel moins 0,5 %. Aux 30 juin 2017 et 2016, cette dernière n'était pas utilisée.

8. PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

L'École dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par l'École.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours.

Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à l'École. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Le programme d'accumulation des congés de maladie fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 30 juin :

	2017	2016
Taux de croissance annuelle des salaires	1,75 %	2,50 %
Taux d'actualisation	2,86 %	2,58 %
Durée résiduelle moyenne d'activités des salariés actifs	12 ans	10 ans

Le tableau suivant présente les variations de la provision au cours de l'exercice :

	2017	2016
Solde au début de l'exercice	1 920 323 \$	1 892 205 \$
Charges de l'exercice	453 750	400 828
Prestations versées au cours de l'exercice	(516 842)	(372 710)
Solde à la fin de l'exercice	1 857 231 \$	1 920 323 \$

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
Au 30 juin 2017

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Mobilier, équipements et matériel pédagogique	Matériel roulant	Améliorations locatives	Équipements informatiques	Progiciels et logiciels	Infra- structure informatique et réseau de télécom- munication	2017 Total	2016 Total
Coût								
Solde au début	6 704 154 \$	1 768 416 \$	1 109 503 \$	1 772 688 \$	2 164 379 \$	293 735 \$	13 812 875 \$	13 748 180 \$
Acquisitions	120 331	226 946	7 600	39 387	104 988	49 961	549 213	816 520
Cessions et radiations	(211 562)	(55 578)	(405 143)	(8 025)	—	—	(680 308)	(751 825)
Solde à la fin	6 612 923 \$	1 939 784 \$	711 960 \$	1 804 050 \$	2 269 367 \$	343 696 \$	13 681 780 \$	13 812 875 \$
Amortissement cumulé								
Solde au début	5 305 156 \$	1 402 239 \$	1 026 204 \$	1 638 526 \$	2 007 704 \$	83 376 \$	11 463 205 \$	11 149 223 \$
Amortissement	469 373	156 991	22 570	100 113	66 303	60 166	875 516	1 036 085
Cessions et radiations	(211 562)	(55 578)	(405 143)	(8 025)	—	—	(680 308)	(722 103)
Solde à la fin	5 562 967 \$	1 503 652 \$	643 631 \$	1 730 614 \$	2 074 007 \$	143 542 \$	11 658 413 \$	11 463 205 \$
Valeur comptable nette au 30 juin 2017								
	1 049 956 \$	436 132 \$	68 329 \$	73 436 \$	195 360 \$	200 154 \$	2 023 367 \$	— \$
Valeur comptable nette au 30 juin 2016								
	1 398 998 \$	366 177 \$	83 299 \$	134 162 \$	156 675 \$	210 359 \$	— \$	2 349 670 \$

Au 30 juin 2017, des immobilisations corporelles pour un montant de 3 874 \$ (2016 : 42 549 \$) sont inscrites aux autres charges à payer.

Au 30 juin 2017, des acquisitions d'immobilisations corporelles au montant de 75 397 \$ (2016 : 42 769 \$) sont capitalisées, mais non encore amorties au 30 juin. La mise en service de ces immobilisations est prévue au cours du prochain exercice.

10. EXCÉDENT CUMULÉ

L'excédent cumulé sera utilisé pour différents projets immobiliers afin de répondre aux besoins grandissants de l'École et favoriser le développement de nouvelles clientèles. À titre d'exemple de projets, en juin 2017, le conseil d'administration a autorisé le projet d'achat d'un terrain adjacent au campus actuel. L'École a entrepris des discussions avec la Société québécoise des infrastructures afin que cette dernière acquière au nom de l'École le terrain d'une valeur de 233 000 \$. Cette acquisition pourrait avoir lieu au cours du prochain exercice financier. De même, l'École envisage d'agrandir son circuit routier afin de répondre aux demandes croissantes issues de clientèles policières et de sécurité publique. Cette modernisation du circuit routier représente des déboursés importants. Tous les projets immobiliers en lien avec l'utilisation de l'excédent seront présentés et approuvés par le conseil d'administration.

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 30 juin 2017

11. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de l'École participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ). Ces régimes inter employeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2017, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 11,12 % à 11,05 % de la masse salariale admissible, le taux pour le RRAS, qui fait partie du RRPE, est passé de 14,38 % à 15,03 % et le taux du RRMSQ est demeuré à 8 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 4,94 % au 1^{er} janvier 2017 (5,73 % au 1^{er} janvier 2016) de la masse salariale admissible qui doit être versé pour les participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent pour les employeurs. Ainsi, l'École verse un montant supplémentaire pour l'année civile 2017 correspondant à 9,88 % de la masse salariale admissible (11,46 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2016).

Les cotisations de l'École, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS ainsi que les cotisations d'employeur pour les membres de son personnel libérés par la Sûreté du Québec contribuant au RRMSQ, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 446 391 \$ (2016 : 1 098 556 \$). Les obligations de l'École envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

12. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

L'École s'est engagée en vertu d'une convention d'emphytéose avec la Société québécoise des infrastructures (SQI) échéant en 2028 pour la location d'immeubles et par divers contrats échéant jusqu'en 2022 pour la location de biens et de services pour un total de 98 109 177 \$ (2016 : 110 225 444 \$).

	Immeubles		Biens et services	
	2017	2016	2017	2016
2017	- \$	9 167 612 \$	- \$	140 378 \$
2018	8 887 996	9 167 612	126 474	63 517
2019	8 887 996	9 167 612	67 470	10 204
2020	8 887 996	9 167 612	65 429	-
2021	8 887 996	9 167 612	58 129	-
2022	8 887 996	9 167 612	23 719	-
2023 et subséquemment	53 327 976	55 005 673	-	-
	97 767 956 \$	110 011 345 \$	341 221 \$	214 099 \$

L'École doit s'approvisionner pour certaines catégories d'achats auprès de fournisseurs ciblés par certains regroupements d'achats. Cette participation aux regroupements n'est pas un engagement formel, car les achats s'effectuent selon les besoins engendrés par les activités de l'École.

Depuis le début de la convention d'emphytéose avec la SQI, la charge de loyer incluait, à titre de réserve structurale, une somme de 300 000 \$ par exercice, somme qui est passée par la suite à 376 000 \$, à 576 000 \$ et s'élèverait maintenant à 582 000 \$ depuis le 1^{er} décembre 2015 selon le projet d'entente. Ce montant est modifiable et évalué aux cinq ans selon les projets prévus et qualifiables dans la réserve structurale. Ces sommes versées annuellement sont cumulées et servent à payer des améliorations de nature structurale. La convention prévoit que l'École doit compenser tout montant déficitaire pendant la durée de l'entente et que le solde non décaissé lui sera remis au terme de cette dernière. La valeur de la réserve structurale s'élevait à 1 887 362 \$ au 30 juin 2017 (2016 : 1 668 581 \$). En raison de l'impossibilité d'estimer la valeur des montants déficitaires futurs ni le solde de la réserve structurale à l'échéance de la convention, aucun montant n'est comptabilisé à l'état de la situation financière de l'École.

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
Au 30 juin 2017

13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

L'École est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Les opérations entre apparentés présentées ci-dessous et celles divulguées dans les états financiers sont comptabilisées à la valeur d'échange. L'École n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

Le tableau suivant présente les opérations conclues avec ces apparentés :

	Ministère de la Sécurité publique		Autres apparentés	
	2017	2016	2017	2016
État des résultats et de l'excédent cumulé				
Revenus				
Contributions des corps de police	5 036 185 \$	5 077 930 \$	- \$	- \$
Formation	3 432 617	1 656 466	1 069 185	1 049 988
Hébergement	1 414 961	705 394	397 002	232 435
Ventes de services	421 810	455 500	152 371	102 567
Autres	101 451	113 600	36 599	34 529
	<u>10 407 024 \$</u>	<u>8 008 890 \$</u>	<u>1 655 157 \$</u>	<u>1 419 519 \$</u>
Charges				
Traitements et avantages sociaux	406 128 \$	281 532 \$	176 798 \$	116 117 \$
Matériel pédagogique, fournitures et autres	-	-	11 751	7 835
Services professionnels	-	260	384 380	410 722
Transport et communication	3 927	4 322	27 109	32 878
Entretien et réparations	-	-	26 954	14 958
Location de matériel et autres	-	-	3 060	1 718
	<u>410 055 \$</u>	<u>286 114 \$</u>	<u>630 052 \$</u>	<u>584 228 \$</u>
État de la situation financière				
Créances	1 481 839 \$	1 642 456 \$	1 186 321 \$	1 060 689 \$
Contributions des corps de police à recevoir	5 043 897 \$	5 033 615 \$	- \$	- \$
Contributions des corps de police reportées	3 782 923 \$	3 775 211 \$	- \$	- \$
Autres charges à payer	157 737 \$	5 727 \$	129 922 \$	24 525 \$

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'École est exposée à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
Au 30 juin 2017

14. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. L'École est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent l'École à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie, des créances, de la subvention du gouvernement du Québec à recevoir – loyer et des contributions des corps de police à recevoir. Leur valeur comptable représente l'exposition maximale de l'École au risque de crédit.

Le risque de crédit associé à la trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant qu'elle est investie auprès d'institutions financières réputées.

Le risque de crédit associé aux créances, à la subvention du gouvernement du Québec à recevoir – loyer et aux contributions des corps de police à recevoir est réduit puisque de nombreux clients sont des entités gouvernementales ou municipales.

La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux créances sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles du crédit a été consenti, de même qu'en raison du nombre considérable des clients du gouvernement, municipaux et de moindre importance. Au 30 juin 2017, les montants à recevoir d'entités gouvernementales et municipales représentaient 88 % du montant total recouvrable (2016 : 87 %).

Le tableau suivant présente le classement chronologique des créances (à l'exception des taxes à la consommation) au 30 juin 2017 :

	2017	2016
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	3 580 169 \$	3 137 394 \$
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	187 848	215 235
De 61 à 90 jours suivant la date de facturation	156 208	139 060
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	159 734	312 583
	4 083 959 \$	3 804 272 \$

Quant à la subvention du gouvernement du Québec à recevoir – loyer, elle a été encaissée le 17 juillet 2017.

De plus, selon les modalités de versement des contributions des corps de police, le premier versement a été reçu le 30 juillet 2017 et le deuxième est recevable le 1^{er} février 2018. Quant à la contribution de la Sûreté du Québec, elle a été reçue en totalité le 22 août 2017.

L'École doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Selon les taux historiques de défaillance des comptes clients, l'École estime qu'il n'est pas nécessaire de comptabiliser une perte de valeur relative aux créances. Aucune provision pour créances douteuses n'a été jugée nécessaire par la direction aux 30 juin 2017 et 2016.

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 30 juin 2017

14. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'École ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que l'École ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

L'École finance ses charges de fonctionnement ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités de fonctionnement lesquels comprennent la subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec et les flux de trésorerie de financement. L'École respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de charges, et en détenant des actifs financiers pouvant facilement être transformés en trésorerie.

L'École considère qu'elle détient suffisamment de trésorerie et de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

L'échéance estimative des passifs financiers, soit les charges à payer et les frais courus excluant les avantages sociaux et les taxes à la consommation à payer, totalisant 3 457 281 \$ au 30 juin 2017 (2016 : 3 071 811 \$) est de moins de 90 jours (2016 : moins de 90 jours), et celle de la provision pour vacances totalisant 1 487 746 \$ (2016 : 1 482 223 \$) est de moins d'un an (2016 : moins d'un an).

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'École est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque lié aux taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Au 30 juin 2017, l'École avait contracté une marge de crédit de 2 150 000 \$ (2016 : 1 700 000 \$) portant intérêt à un taux variable. Celle-ci a été remboursée le 19 septembre 2017 (2016 : 25 juillet 2016), donc l'École n'a pas été exposée de façon significative aux risques liés aux taux d'intérêt.

15. ÉVENTUALITÉS

Certains immeubles du campus sont touchés par la présence de pyrrhotite (minéraux). Cette dernière se retrouve dans l'agrégat que l'on utilise dans la composition du béton. Ces minéraux peuvent, dans certaines circonstances, provoquer un gonflement qui a pour effet de fissurer les éléments de béton. Des études et analyses périodiques sont entreprises afin de surveiller la situation. Une poursuite a été déposée le 21 juillet 2016 contre les entrepreneurs responsables de la construction de ces immeubles. Les sommes réclamées concernent les coûts estimés pour la reconstruction des bâtiments. La valeur des coûts de reconstruction est estimée à 5,2 millions de dollars. En date du 30 juin 2017, la direction n'a aucune information concernant l'issue probable de la poursuite. Par contre, elle ne prévoit pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation de l'École.

Les états financiers

Rapport de la direction

Les états financiers de l'École nationale des pompiers du Québec (l'École) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'École reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'École, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

ORIGINAL SIGNÉ

Jacques Proteau
Directeur général

Laval, le 13 octobre 2017



Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'École nationale des pompiers du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2017, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans

l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'École nationale des pompiers du Québec au 30 juin 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

ORIGINAL SIGNÉ

Jean-Pierre Fiset, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint

Montréal, le 13 octobre 2017

Rapport annuel 2016-2017

21

École nationale des pompiers du Québec
État des résultats et de l'excédent cumulé
de l'exercice clos le 30 juin 2017

	Budget 2017	Réel 2017	Réel 2016
	\$	\$	\$
REVENUS			
Subvention du gouvernement du Québec	377 200	377 200	377 200
Formation	2 098 000	1 909 214	2 171 914
Publications	584 000	541 425	622 486
Autres revenus	50 000	74 198	73 452
Intérêts	16 000	18 566	8 062
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles		831	-
	<u>3 125 200</u>	<u>2 921 434</u>	<u>3 253 114</u>
CHARGES			
Traitements et avantages sociaux	1 528 000	1 264 691	1 266 205
Matériel pédagogique	303 000	290 326	245 288
Frais de déplacement	160 000	149 390	153 796
Systèmes d'information	125 000	117 244	121 587
Loyer	145 000	109 955	107 408
Frais de bureau	102 000	51 989	81 904
Honoraires	140 000	120 368	59 976
Télécommunications	14 000	10 002	11 896
Publicité et promotion	10 000	12 421	8 340
Autres frais	16 000	9 760	13 409
Amortissement des immobilisations corporelles	23 000	19 133	21 103
	<u>2 566 000</u>	<u>2 155 279</u>	<u>2 090 912</u>
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	559 200	766 155	1 162 202
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>2 099 745</u>	<u>2 099 745</u>	<u>937 543</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>2 658 945</u>	<u>2 865 900</u>	<u>2 099 745</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

École nationale des pompiers du Québec
État de la situation financière
au 30 juin 2017

ACTIFS FINANCIERS	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
Trésorerie	2 560 576	1 880 668
Débiteurs (note 3)	344 667	347 266
Taxes à la consommation à recevoir	450	7 245
Stocks destinés à la revente	188 229	145 635
	<u>3 093 922</u>	<u>2 380 814</u>
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	295 496	312 623
Revenus reportés	78 700	100 156
	<u>374 196</u>	<u>412 779</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>2 719 726</u>	<u>1 968 035</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 5)	40 296	43 291
Stocks de manuels en développement	78 442	-
Charges payées d'avance	27 436	88 419
	<u>146 174</u>	<u>131 710</u>
EXCÉDENT CUMULÉ	<u>2 865 900</u>	<u>2 099 745</u>

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 7)

Pour le conseil d'administration

ORIGINAL SIGNÉ

Louis Morneau
Président du conseil d'administration

ORIGINAL SIGNÉ

Charles Ricard
Administrateur

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

École nationale des pompiers du Québec
État de la variation des actifs financiers nets
de l'exercice clos le 30 juin 2017

	Budget 2017	Réal 2017	Réal 2016
	\$	\$	\$
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	559 200	766 155	1 162 202
Acquisition d'immobilisations corporelles	(30 000)	(16 138)	(22 222)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles		831	-
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles		(831)	-
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>23 000</u>	<u>19 133</u>	<u>21 103</u>
	<u>552 200</u>	<u>769 150</u>	<u>1 161 083</u>
Variation des stocks de manuels en développement		(78 442)	-
Variation des charges payées d'avance		<u>60 983</u>	<u>(46 001)</u>
		<u>(17 459)</u>	<u>(46 001)</u>
AUGMENTATION DES ACTIFS NETS	552 200	751 691	1 115 082
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>1 968 035</u>	<u>1 968 035</u>	<u>852 953</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>2 520 235</u>	<u>2 719 726</u>	<u>1 968 035</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

École nationale des pompiers du Québec
État des flux de trésorerie
de l'exercice clos le 30 juin 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent de l'exercice	766 155	1 162 202
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles	(831)	-
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>19 133</u>	<u>21 103</u>
	<u>784 457</u>	<u>1 183 305</u>
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Débiteurs	2 599	63 593
Taxes à la consommation à recevoir	6 795	(7 245)
Stocks destinés à la revente	(42 594)	(18 080)
Créditeurs et charges à payer	(17 127)	48 656
Taxes à la consommation à payer	-	(5 012)
Revenus reportés	(21 456)	79 080
Stocks de manuels en développement	(78 442)	-
Charges payées d'avance	<u>60 983</u>	<u>(46 001)</u>
	<u>(89 242)</u>	<u>114 991</u>
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	<u>695 215</u>	<u>1 298 296</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	831	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles	<u>(16 138)</u>	<u>(54 956)</u>
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement en immobilisations	<u>(15 307)</u>	<u>(54 956)</u>
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE	679 908	1 243 340
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>1 880 668</u>	<u>637 328</u>
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>2 560 576</u>	<u>1 880 668</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires au 30 juin 2017

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'École nationale des pompiers du Québec (ci-après « l'École »), personne morale au sens du Code civil, a été instituée le 1^{er} septembre 2000 par la *Loi sur la sécurité incendie* (RLRQ, chapitre S-3.4). Elle a pour mission de veiller à la pertinence, à la qualité et à la cohérence de la formation professionnelle qualifiante des pompiers et des autres membres du personnel municipal travaillant en sécurité incendie.

En vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3) et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C., 1985, 5^e suppl.), l'École n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables est cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimation

La préparation des états financiers de l'École, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige le recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présentés dans les états financiers. Le principal élément faisant l'objet d'estimation et d'hypothèses est la durée de vie des immobilisations corporelles. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises sont sans incidence à la fin de l'exercice.

Instruments financiers

La trésorerie et les débiteurs sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer et de l'allocation de transition à payer, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

REVENUS

Les subventions liées au fonctionnement ne comportant aucune stipulation grevant leur utilisation sont comptabilisées aux résultats à titre de subvention du gouvernement du Québec lorsqu'elles sont autorisées et que tous les critères d'admissibilité sont satisfaits.

École nationale des pompiers du Québec
Notes complémentaires
au 30 juin 2017 (suite)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Revenus (suite)

Les revenus provenant de la formation et de la vente des publications sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- La livraison du bien a eu lieu ou les services ont été rendus;
- Le prix du service est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est vraisemblablement assuré.

Les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

CHARGES

Les charges comprennent le coût des ressources qui sont consommées dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie

La trésorerie est constituée des soldes bancaires.

Stocks destinés à la vente

Les stocks de livres et manuels destinés à la vente sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

PASSIFS

Avantages sociaux futurs

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

Provision pour allocation de transition

Les obligations à long terme découlant de l'allocation de transition accumulée par le titulaire d'un emploi supérieur sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par le titulaire. Cette provision est comptabilisée à titre de traitements à payer au poste Crédoiteurs et charges à payer.

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires au 30 juin 2017 (suite)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que la direction ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont constitués de montants facturés pour des cotisations annuelles perçues des instructeurs et des gestionnaires de formation pour l'exercice subséquent.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties selon une méthode logique et systématique, en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

Améliorations locatives	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Mobilier et équipement	5 ans
Autres équipements	3 ans
Logiciels	3 ans
Site Web	3 ans

Lorsque la conjoncture économique indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'École de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats et de l'excédent cumulé. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est permise.

Stocks de manuels en développement

Les stocks de manuels en développement comprennent les coûts de licences, de traduction et de conception graphique encourus pour le développement de manuels et sont comptabilisés au coût historique ou au coût de remplacement, selon le moindre des deux montants. Ils sont imputés aux stocks destinés à la vente au moment où les manuels afférents ont été transformés en actifs qui sont en état d'être vendus.

Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont l'entité bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Elles sont imputées aux charges au moment où l'entité bénéficiera des services acquis.

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires
au 30 juin 2017 (suite)

3. DÉBITEURS

	2017	2016
	\$	\$
Comptes clients	344 667	340 040
Autres	-	7 226
	<u>344 667</u>	<u>347 266</u>

Les créances provenant des réseaux des commissions scolaires et des cégeps représentent 55 803 \$ (54 772 \$ en 2016).

4. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2017	2016
	\$	\$
Fournisseurs	30 723	78 622
Frais courus	52 648	28 291
Traitements à payer	65 717	59 304
Provision pour vacances	76 447	73 596
Avantages sociaux à payer	69 961	72 810
	<u>295 496</u>	<u>312 623</u>

Les traitements à payer comprennent l'allocation de transition. Celle-ci est payable au titulaire d'un emploi supérieur qui ne bénéficie pas de la sécurité d'emploi dans la fonction publique, et dont le mandat n'est pas renouvelé à son terme par le gouvernement. Selon les règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein, cette allocation correspond à un mois de salaire par année de service continu, sans toutefois excéder douze mois. Elle se calcule sur la base du traitement que le titulaire reçoit au moment de son départ et en proportion du temps pendant lequel il a exercé ses fonctions.

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires au 30 juin 2017 (suite)

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Améliorations locatives	Équipement informatique	Mobilier et équipement	Autres équipements	Logiciels	Site Web	2017 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût							
Solde au début	280 740	20 134	96 571	68 053	175 291	45 797	686 586
Acquisitions	-	-	2 793	-	-	13 345	16 138
Radiations	-	-	(1 303)	-	-	-	(1 303)
Solde à la fin	280 740	20 134	98 061	68 053	175 291	59 142	701 421
Amortissement cumulé							
Solde au début	280 740	9 621	94 294	37 552	175 291	45 797	643 295
Amortissement de l'exercice	-	5 156	779	13 198	-	-	19 133
Radiations	-	-	(1 303)	-	-	-	(1 303)
Solde à la fin	280 740	14 777	93 770	50 750	175 291	45 797	661 125
Valeur comptable nette	-	5 357	4 291	17 303	-	13 345	40 296

	Améliorations locatives	Équipement informatique	Mobilier et équipement	Autres équipements	Logiciels	Site Web	2016 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût							
Solde au début	280 740	107 301	94 087	49 356	175 291	45 797	752 572
Acquisitions	-	1 041	2 484	18 697	-	-	22 222
Radiations	-	(88 208)	-	-	-	-	(88 208)
Solde à la fin	280 740	20 134	96 571	68 053	175 291	45 797	686 586
Amortissement cumulé							
Solde au début	279 296	92 875	93 955	27 123	171 354	45 797	710 400
Amortissement de l'exercice	1 444	4 954	339	10 429	3 937	-	21 103
Radiations	-	(88 208)	-	-	-	-	(88 208)
Solde à la fin	280 740	9 621	94 294	37 552	175 291	45 797	643 295
Valeur comptable nette	-	10 513	2 277	30 501	-	-	43 291

École nationale des pompiers du Québec

**Notes complémentaires
au 30 juin 2017 (suite)****6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS****Régimes de retraite**

Les employés participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Le 1^{er} janvier 2017, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux de cotisation pour le RREGOP est passé de 11,12 % à 11,05 % de la masse salariale admissible et celui du RRPE et du RRAS, qui fait partie du RRPE, est passé de 14,38 % à 15,03 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu par la loi du RRPE de 4,94 % au 1^{er} janvier 2017 (5,73 % au 1^{er} janvier 2016) de la masse salariale admissible qui doit être versé pour les participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent pour les employeurs. Ainsi l'École versera un montant supplémentaire pour l'année civile 2017 correspondant à 9,88 % de la masse salariale admissible (11,46 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2016).

Les cotisations de l'École, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 115 103 \$ (2016 : 114 191 \$). Les obligations de l'École envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

7. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

L'École s'est engagée, en vertu de contrats pour le support et l'hébergement d'un logiciel et la location d'un photocopieur, à verser un montant total de 45 597 \$ jusqu'en 2018 (2016 : 49 455 \$). Les versements minimums exigibles le prochain exercice seront de 45 597 \$.

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, l'École est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'École n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires au 30 juin 2017 (suite)

9. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, l'École est exposée à différents risques. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. L'École est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent l'École à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie et des débiteurs.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de l'entité au risque de crédit.

Le risque de crédit associé à la trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant qu'elle est investie auprès d'institutions financières réputées.

Le risque de crédit associé aux débiteurs est réduit puisque ses clients sont principalement des entités gouvernementales ou municipales. La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux débiteurs sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles du crédit a été consenti, de même qu'en raison du nombre considérable des clients du gouvernement, des municipalités et de moindre importance. Au 30 juin 2017, les débiteurs provenant d'opérations conclues avec des entités gouvernementales et municipales représentaient 83 % (2016 : 75 %).

Le tableau suivant présente le classement chronologique des comptes clients :

	2017	2016
	\$	\$
30 jours et moins suivant la date de facturation	296 308	278 555
Entre 31 et 60 jours suivant la date de facturation	47 881	60 202
Entre 61 et 90 jours suivant la date de facturation	478	401
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	-	882
	<u>344 667</u>	<u>340 040</u>

L'École doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Elle enregistre des provisions pour tenir compte des pertes de crédit potentielles et, à ce jour, ces pertes n'ont pas excédé les prévisions de la direction. Aux 30 juin 2017 et 2016, les créances n'étaient pourvues d'aucune provision pour créances douteuses.

École nationale des pompiers du Québec

**Notes complémentaires
au 30 juin 2017 (suite)****9. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)****Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque que l'École ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que l'École ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

L'École finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles par les flux de trésorerie provenant de ses activités de fonctionnement. L'École établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

L'École considère qu'elle détient suffisamment de trésorerie et d'actifs financiers afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme.

Au 30 juin 2017, l'échéance estimative des passifs financiers, soit les créiteurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux et de l'allocation de transition à payer totalisant 198 198 \$ (2016 : 215 828 \$), est principalement de moins de 90 jours (2016 : moins de 90 jours).